

F.S.U.

Fédération Syndicale Unitaire

Déclaration FSU au CSE du 17 décembre 2008

La FSU se félicite que les actions engagées depuis plusieurs mois pour dénoncer les 13500 fermetures de postes et l'absence de véritable dialogue social (19 oct, le 20 nov notamment) aient amené le ministre à changer de ton, à prononcer des excuses vis à vis des enseignants de l'école maternelle, à retirer les poursuites engagées vis à vis des municipalités qui ne peuvent pas mettre en œuvre le SMA et enfin à enfin accepter ce que de nombreuses organisations avaient demandé et notamment au dernier CSE par l'adoption majoritaire d'un vœu présenté par la FSU : le report de la réforme lycée et la prise de temps pour de nouvelles discussions incluant l'ensemble des éléments du dossier.

La FSU sera très attentive à ce que les engagements pris lundi, notamment sur une « large concertation avec les représentants des enseignants, des lycéens et des familles » soient bien suivis d'effets.

Pour nous le recul obtenu par les luttes ne saurait se solder par le maintien, à terme, du lycée actuel. Celui-ci doit être rénové, afin de permettre la formation de haut niveau et la réussite de tous les jeunes. Nous avons des propositions à mettre au débat, intégrant y compris des réflexions sur la voie professionnelle. Nous avons toujours dit « ni la réforme prévue ces mois derniers, ni statu quo », nous veillerions à ce qu'il en soit ainsi.

Bien entendu, si la FSU considère positivement que le gouvernement ait entendu les grévistes et les manifestants sur la réforme des lycées, elle souhaite qu'il en soit de même concernant les moyens en postes nécessaires pour la rentrée 2009 et pas seulement d'enseignants, mais aussi d'administratifs et d'ouvriers, de personnels sociaux et médicaux, d'orientation et psychologues, d'éducation, etc. ; mais elle souhaite qu'il en soit de même également concernant d'autres réformes (celles sur les Bacs pro et les BEP, sur le premier degré et les Rased notamment, sur la formation des maîtres, sur l'enseignement supérieur et la recherche, les IUT, ... même si nous savons que ces dernières ne concernent pas

directement cette assemblée). Puisque le ministère semble maintenant persuadé sur un dossier qu'on ne saurait réformer au pas de charge et contre l'avis des personnels et des usagers, il doit admettre qu'il en est de même sur les autres thèmes et par exemple accepter de repousser les premiers nouveaux concours de recrutement des enseignants à la session 2011, laissant ainsi le temps de construire des masters et des formations de qualité.

Enfin nous souhaitons que l'ensemble des organisations représentatives des personnels, des parents, des lycéens, soient entendues sur les évolutions du système éducatif et qu'un véritable débat public soit organisé.

Cela n'a pas été le cas concernant le seul texte à l'ordre du jour aujourd'hui. Il a été élaboré en catimini, dans le secret, avec quelques organisations seulement et n'a donc pu faire l'objet d'un débat approfondi alors qu'il engage l'avenir de la scolarité dans la voie professionnelle, qu'il aura des retombées importantes sur les conditions d'études des jeunes et de travail des personnels, sur l'organisation des établissements.

La discussion mettra en évidence les désaccords avec le projet qui résulte de cette forme de travail. Des crispations en résulteront, des récriminations fortes en découleront chez les personnels de la voie professionnelle. D'autres formes de travail n'auraient sans doute pas tout réglé puisqu'il y a sans aucun doute des divergences de fond sur nombre de choix entre le ministère et des organisations présentes ici, mais le débat aurait néanmoins dû être organisé.

La FSU le dit au ministère une nouvelle fois : oui il faut améliorer le système éducatif de notre pays, pour nous ce doit être avec l'objectif central de démocratisation et de réussite de tous. Quoiqu'en dise ce gouvernement, nous ne pensons pas que ce soit là l'orientation qu'il choisit, coincé qu'il est entre une volonté forcenée de réduire les coûts et un choix de réorientation vers l'individualisme plus que vers les solidarités. Les réformes proposées modifient profondément le système éducatif, à tous ses niveaux, elles sont intimement liées entre elles et ne permettront pas d'atteindre les objectifs que nous affichons. Mais nous sommes prêts à mener le débat et pour cela il faut du temps et des méthodes de travail. Le ministère dit depuis lundi vouloir reprendre le débat « sans tabou » sur les lycées, il doit en être ainsi sur les autres sujets.